

## PRATIQUES LOCALES

DÉVELOPPEMENT LOCAL

# Economie

## Les collectivités s'emparent des monnaies solidaires

Sol-Violette, Bou'Sol, Sonantes, Galléco, Mipys... Autant de monnaies locales complémentaires lancées à l'initiative de collectivités territoriales. Principal objectif: redynamiser et relocaliser les activités économiques sur leur territoire.

**A**u tour des collectivités territoriales de frapper leur monnaie! Après avoir apporté leur soutien, technique ou financier, à ces initiatives émanant jusque-là de la société civile, des collectivités territoriales lancent, elles-mêmes, leur monnaie locale complémentaire (MLC). En témoignent, depuis ces trois dernières années, au niveau communal, le Sol-Violette à Toulouse, la Sonantes à Nantes ou le Bou'Sol à Boulogne-sur-Mer, à l'échelle du département, le Galléco en Ille-et-Vilaine, et à celle de la région, le Mipys en Midi-Pyrénées. L'appellation se décortique ainsi: «monnaie», puisque c'est un moyen d'échange contre des biens ou des services; «locale» parce que cet outil est délimité à un territoire et réservé à des utilisateurs et des prestataires d'un bassin de vie; enfin, «complémentaire», en raison de son indexation à l'euro. Ces monnaies n'ont ainsi pas vocation à se substituer à l'officielle, mais à circuler en parallèle. Par exemple, une abeille, première MLC à avoir été créée dans la commune de Villeneuve-sur-Lot (23200hab., Lot-et-Garonne) en janvier 2010, égale un euro.

### Donner davantage de sens à la consommation

Mais à quoi servent les MLC? Selon Philippe Derudder, chercheur et conseiller en économie et monnaies locales complémentaires: «Il est essentiel de se poser cette question, car cet acte démocratique s'inscrit dans un mouvement d'éducation popu-

#### ATOUTS

- Les monnaies locales complémentaires permettent de privilégier les circuits courts et les échanges de proximité.
- Leur vitesse de circulation est supérieure à l'euro. Par ailleurs, les MLC créent de la cohésion sociale autour d'un système d'échange commun.

#### LIMITE

Si l'on observe une réelle dynamique, les résultats quantitatifs sont faibles, surtout par rapport à la population du bassin de vie concerné: difficile de convaincre des utilisateurs au-delà du cercle des militants.

laire. Comme les adhérents au réseau s'engagent à respecter un ensemble de critères éthiques, cela permet de redonner du sens à notre façon de consommer. De traduire symboliquement les valeurs humaines, économiques, environnementales et sociales au sein d'une collectivité.» En un mot, de consommer responsable. Parmi ces critères éthiques souvent retenus: l'enracinement local, une politique de réduction de l'empreinte écologique ou l'association des salariés à la conduite de l'entreprise. A noter, cependant, qu'il ne s'agit pas de restreindre le réseau à ceux «qui font tout bien», mais de l'ouvrir pour accompagner les prestataires sur le chemin de la transition.

Pour sa part, Frédéric Bosqué, coordinateur du Sol-Violette, lors de son lancement à l'initiative de la mairie de Toulouse (447300 hab.) en 2011, avance cet argument: «Aujourd'hui, 98% des transactions en monnaie officielle circulent dans les sphères spéculatives et seulement 2% dans l'économie réelle, contrairement aux transactions en monnaie citoyenne qui, elles, voyagent à 100% dans l'économie réelle.» Les monnaies locales complémentaires permettent ainsi de relocaliser les activités économiques. Autrement dit, de reconstruire des filières locales et donc de dynamiser le commerce d'un territoire, puisque l'usage de la monnaie locale est territorialisé. Comme il n'a de valeur qu'au sein d'une certaine communauté, cet outil d'échange ne risque pas de fuir à l'extérieur de son territoire. Conséquence: les petits

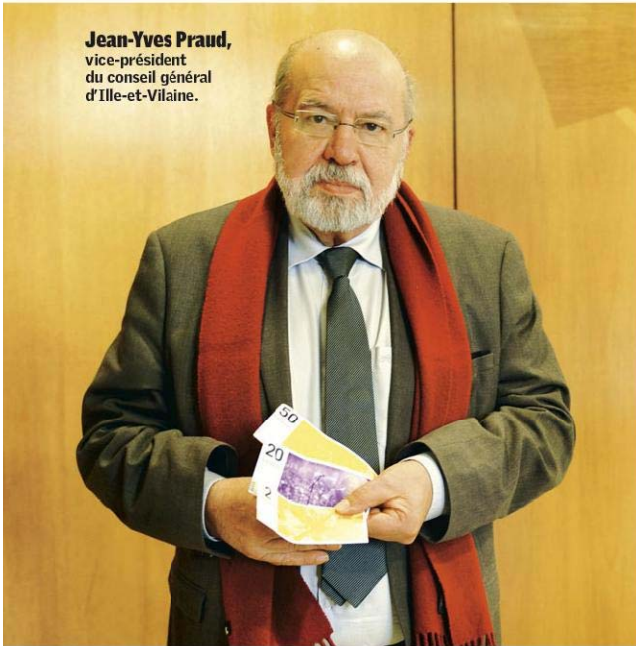
commerces de proximité, les producteurs locaux ou les circuits courts sont privilégiés. Par ailleurs, l'épargne est relocalisée dans le bassin de vie. «Les Sol-Violette, par exemple, sont affectés, par le biais du Crédit municipal, à du microcrédit pour des habitants de Toulouse en situation d'exclusion financière, et par le Crédit coopératif, au financement des entreprises locales de l'économie sociale et solidaire [ESS]», précise Frédéric Bosqué. Enfin, les MLC sont, le plus souvent, des monnaies fondantes, c'est-à-dire qu'elles perdent de leur valeur au fil du temps. Aucun intérêt donc à les garder pour spéculer. En un mot: circulez! D'ailleurs, leur vitesse de circulation est deux à trois fois supérieure à celle de l'euro.

### Recréer du lien social

Autre enjeu souvent évoqué, celui de création de lien social. La mise en place d'une MLC est, en effet, un projet collectif qui implique que les adhérents d'un réseau apprennent à «faire ensemble», si possible dans la convivialité. Cela permet de souder une communauté autour d'un système d'échange commun, ce qui est vecteur de cohésion sociale. Et, comme le remarque Marc Briand, propriétaire d'une boutique d'artisanat et d'habillement équitable à Rennes, et l'un des premiers utilisateurs du Galléco: «Grâce aux MLC, on va au-delà de la simple relation commerciale fournisseur-acheteur et commerçant-client».

En France, une vingtaine de monnaies locales complémentaires circulent (•••)

**Jean-Yves Praud,**  
vice-président  
du conseil général  
d'Ille-et-Vilaine.



J. GOBIN/ANDIA

**Ille-et-Vilaine • 996 400 hab.**

## Un outil d'échange et non plus de spéculation

Jusque-là limitées à l'échelle communale, les monnaies locales complémentaires ont franchi une nouvelle étape. En témoigne le Galléco, première, et seule pour l'instant, monnaie à avoir été lancée, en septembre 2013, au niveau du département. Et ce, à l'initiative de Jean-Yves Praud, vice-président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, chargé de l'économie sociale et solidaire. Le Galléco est porté désormais par l'association éponyme qui réunit des acteurs économiques, associatifs ou bancaires du territoire. Un an après, 24 820 billets circulent de façon active, 558 citoyens l'utilisent et 168 entreprises adhèrent à l'association. « Grâce aux Galléco, poursuit-il, nous privilégions l'économie réelle de nos territoires, la monnaie redevient un outil d'échange et

non plus de spéculation. Cela permet aussi de favoriser les circuits courts et le commerce de proximité. Sans oublier sa dimension d'éducation populaire. » Pour adhérer au réseau Galléco, les prestataires doivent s'engager à respecter une charte de développement durable, élaborée de façon participative. « L'idée, conclut Jean-Yves Praud, consiste à progresser ensemble. » Avant d'être étendu à l'ensemble du territoire, le Galléco est expérimenté dans trois territoires : Rennes ainsi que les pays de Redon et de Fougères.

**CONTACT**  
Association Galléco,  
tél. : 02 99 63 87 24,  
email : contact@galleco.fr

### LE BILAN

Lancé en 2013, le Galléco est expérimenté dans trois territoires avant d'être étendu à tout le département.

**Midi-Pyrénées • 2,9 millions d'hab.**

## Financer la rénovation énergétique

La Mipys est la première monnaie locale complémentaire qui sera expérimentée prochainement à l'échelle de la région. Autre particularité, cette monnaie, qui ne circule que sous forme numérique, pour garantir sa traçabilité, a pour vocation le financement de la rénovation énergétique. Explications de Gérard Poujade, conseiller régional de Midi-Pyrénées et initiateur de la Mipys : « Concrètement, un habitant qui veut isoler sa maison bénéficiera, pour un chantier s'élevant par exemple à 15 000 euros, d'un prêt à taux zéro d'un montant de 3 000 Mipys (1 Mipys égale 1 euro). Pour les dépenser, il sera obligé de faire appel à une PME située en Midi-Pyrénées. A son tour, cet artisan ne pourra employer ces Mipys que dans les frontières de la région. » Cette monnaie de

consommation présente plusieurs avantages. Le particulier se voit offrir 110 Mipys contre 100 euros. L'artisan, lui, gagne une clientèle locale supplémentaire. Enfin, comme cette monnaie régionale ne génère pas d'intérêt, il ne sert à rien de l'épargner. Conséquence : « La Mipys, précise Gérard Poujade, circule plus rapidement que l'euro, enrichit le PIB régional et crée ainsi de l'emploi et de l'activité au niveau local. » La Mipys pourrait aussi être utilisée dans d'autres régions, dans le cadre, plus global, de la transition écoénergétique.

### CONTACT

Gérard Poujade, conseiller régional,  
email : g.poujade@yahoo.fr

### LE BILAN

La Mipys est développée sous forme numérique uniquement, pour le financement de la rénovation énergétique.



**Gérard Poujade,**  
conseiller régional  
de Midi-Pyrénées.

C. BELAVIA



# PRATIQUES LOCALES

DÉVELOPPEMENT LOCAL

(...) et autant sont en projet. Nantes compte parmi les collectivités territoriales qui se sont approprié cet outil à l'origine porté par le milieu alternatif. « C'est la financiarisation de l'économie qui a provoqué la crise financière mondiale, souligne Pascal Bolo, vice-président de Nantes métropole [24 communes, 594 000 hab.] et adjoint au maire de Nantes chargé des finances et du dialogue citoyen. Avec le projet de la Sonantes, nous ne cherchons pas à changer le monde, mais à dynamiser le développement économique du territoire. La monnaie retrouve son sens premier: celui de facilitateur des échanges de biens et de services. » Pour son démarrage, prévu en d'ici à la fin de l'année, l'élus mise sur le réseau des 28 000 entreprises de l'agglomération. Un moyen pour celles-ci de préserver leur trésorerie en supprimant les délais de paiement.

La Sonantes, qui ne circulera que sous forme numérique, sera portée par un établissement public, la future filiale du Crédit municipal de Nantes, pour le compte de l'agglomération nantaise. Selon Pascal Bolo, la Sonantes est différente des monnaies impulsées par les citoyens qui « se heurtent à un problème d'essor, principalement parce qu'ils imposent le respect d'un ensemble de critères éthiques et géographiques ». Afin d'éviter cet écueil, cette plateforme d'échange interentreprises sera ouverte à tous, les artisans et les commerçants, comme les particuliers, à la seule condition que l'échange se fasse dans l'agglomération de Nantes.

## Vers une réelle reconnaissance ?

L'Etat, lui-même, a donné du crédit à ces initiatives en inscrivant un article dédié aux monnaies locales complémentaires dans la loi sur l'ESS. Loi qui a été votée définitivement le 21 juillet. Autre preuve de cette « montée en grade »: le gouvernement a confié, en février, une mission d'étude exploratoire sur les MLC à Jean-Philippe Magnen, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire et vice-président du Réseau des territoires pour une économie solidaire, ainsi qu'à Christophe Fourrel, chef de la mission « analyse stratégique » à la direc-



Un développement numérique se profile pour les MLC en circulation.

## Premiers résultats d'une enquête exploratoire

Dans le cadre de leur mission d'étude exploratoire sur les monnaies locales complémentaires, Jean-Philippe Magnen et Christophe Fourrel (\*) ont analysé, en mars, 32 réponses à des questionnaires. Sur ce total, 17 portent sur des MLC en circulation et 15 sur des projets. 94 % sont sous statut associatif. Les 17 en circulation concernent environ 500 000 habitants, directement ou indirectement. On recense, en moyenne, 414 utilisateurs et 86 prestataires. Et 7 d'entre elles ne dépassent pas une masse monétaire de 10 000 euros, le maximum étant de 245 000 euros. Parmi les éléments notables: l'intégralité des monnaies en circulation est sur support papier, bien que beaucoup évoquent un prochain développement sous forme numérique. 50 % des MLC sont des monnaies dites « fondantes » (perte de la valeur au fil du temps). La conversion est autorisée dans 60 % des dispositifs.

(\*) Respectivement, vice-président des Pays de la Loire et chef de mission à la direction générale de la cohésion sociale.

## 20 monnaies locales

complémentaires environ circulent dans l'Hexagone et autant sont en projet. Un mouvement non seulement local, mais aussi global: on recenserait, à travers le monde, environ 5 000 monnaies de ce type.

Source: plateforme de mutualisation des MLC.  
Site internet: <http://monnaie-locale-complementaire.net>.

tion générale de la cohésion sociale (lire ci-dessus). Mission qui devrait se conclure, fin octobre, par la remise d'un rapport. L'objectif est triple: établir un état des lieux des dispositifs et des territoires concernés ainsi que leur diversité; identifier les risques et opportunités que présente le développement de ces dispositifs pour les entreprises, les individus ou les collectivités territoriales, mais également pour l'Etat; enfin, déterminer, le cas échéant, quelles actions les pouvoirs publics pourraient mener.

Jean-Philippe Magnen confie son enthousiasme: « Jusqu'à présent, l'Etat ne faisait que tolérer les monnaies locales complémentaires. La loi sur l'ESS marque leur véritable reconnaissance en tant que moyen de paiement. Ce qui représente une première dans le

monde. La symbolique est très forte! Au-delà, on peut penser que cela va, concrètement, lever de nombreux verrous. Par exemple, les collectivités territoriales vont pouvoir accepter et utiliser les MLC pour les prestations des services municipaux, comme la piscine, la cantine ou la bibliothèque. Je fais confiance aux pôles territoriaux de coopération économique, tels que définis par Le Labo de l'ESS, pour que le mouvement passe à une échelle supérieure. » Et de conclure: « Nous sommes à la croisée des chemins. Cette loi va donner une ampleur à ce mouvement, comme on l'observe dans d'autres collectivités territoriales d'Europe, en Sardaigne, notamment, ou à Bristol, en Angleterre. Autant de pays beaucoup moins centralisés que la France... » **Aude Raux**